



En fin d'été lorsque s'annonce l'automne, les feuilles commencent à joncher les trottoirs, les arbres se dénudent et la DGFIP annonce ses suppressions de postes. Gérald DARMANIN, le bonimenteur ministériel s'est ainsi fendu de cette annonce : 5 800 suppressions de postes programmés pour Bercy à compter de l'année prochaine, dont plus de 1600 pour la seule année 2020. L'équivalent en emplois de notre direction va donc disparaître l'année prochaine. Reste bien entendu à connaître l'ampleur du désastre lors du prochain CT « emploi » début 2020.

Si ce chiffre semble inférieur à ceux qui circulaient depuis quelque temps, **c'est à leur mobilisation de ces derniers mois que les personnels le doivent !**

Il n'en reste pas moins que ce sont 10 000 emplois supplémentaires qui auront été supprimés sur ce quinquennat.

Comme chaque année, on nous refait le coup de l'exemplarité. Pourtant, en absorbant à elle seule plus des deux tiers des suppressions d'emplois de la fonction publique d'État, cet exemple que plus personne ne suit ressemble à de l'acharnement et à du mépris.

Les organisations syndicales ont beau expliquer à l'envi que nous sommes « à l'os », que nos services sont exsangues, qu'il devient au jour le jour plus compliqué de réaliser nos missions, au nom d'une orthodoxie financière mortifère, vous taillez des croupières aux services sans véritable réflexion sur leur fonctionnement.

Très clairement avec la mise en place du prélèvement à la source, la suppression totale de la TH finalement reportée à 2023, ce sont les SIP qui sont en ligne de mire, prochaine cible de cette schizophrénie économique. Bercy se doit d'être exemplaire jusqu'à mettre en péril son fonctionnement quotidien. Le regretté Claude CHABROL disait « *la bêtise est infiniment plus fascinante que l'intelligence, infiniment plus profonde. L'intelligence a des limites, la bêtise n'en a pas* ».

Si cette ivresse des profondeurs se limitait à la tour d'ivoire de Bercy et qu'elle n'emportait pas à court et moyen terme des conséquences désastreuses, on pourrait presque en sourire et se dire qu'au cours d'une soirée bien arrosée quelques énarques chauffés(e)s à blanc se sont bien lâché(e)s sur le dos des services. Mais il s'agit bien d'une maladie contagieuse dont le prion s'est matérialisé nationalement et localement au travers de la « géographie revisitée ».

Nous n'allons pas ici redire une fois de plus notre opposition à cette parodie de dialogue social que vous souhaitez nous imposer dans le cadre de ce que l'on peut légitimement appeler « Plan social national de disparition de la DGFIP » et non pas « géographie revisitée ». La communication est certes rodée mais appelons un chat, un chat si vous le voulez bien. Vous nous invitez à participer au travers de discussions informelles, de groupes de travail, de « tournée des popotes », à amender votre projet expliquant çà et là que « rien n'est gravé définitivement dans le marbre » et que des marges de manœuvre

demeurent possibles. Arrêtons-nous un instant sur ces dernières si vous le voulez bien et même si vous ne voulez pas d'ailleurs... En page 6 du vade-mecum, section 1-6 qui vous a été transmis par la centrale voici ce qui vous est possible :

Les marges de négociations à votre main portent sur :

- Le lieu d'implantation des services et de leurs antennes pérennes (en nombre constant par rapport à la carte d'entrée en négociation) ;
- le lieu d'implantation des points d'accueils de proximité mutualisés, et leur nature (permanence en mairie, présence ponctuelle en maison France-Service, permanences physiques, ou visio), leur nombre ainsi que les créneaux de présence d'un agent de la DGFIP ;
- le lieu d'implantation du conseiller aux élus et l'augmentation de leur nombre, pourvu qu'ils restent implantés dans les territoires et non au chef-lieu du département ;
- le cadencement des opérations entre 2020 et 2022 ;

En gros vos marges de manœuvre sont donc inexistantes et se limitent simplement à « choisir la couleur des boutons de porte ». De là à dire qu'*in fine* les choix sont déjà arrêtés, c'est un rubicon que nous avons déjà franchi et sur lequel nous communiquons. « *L'automne a beau se parer, comme une vieille coquette, s'orner de feuillages pourpres ou mordorés, il n'est que leurre et trompe-l'œil.* ».

Arrêtons-nous un peu sur votre plan : voici donc une opération sur laquelle, les *missi dominici* directionnelles savent peu de chose sur les implantations, sur le contenu des points d'accueils de proximité, sur le nombre d'agents qui y participeront, interrogent les agents qu'ils rencontrent sur les possibilités de locaux, etc.

Une dotation en pipeaux nous semble indispensable pour vous permettre de communiquer dans des conditions conforme à votre ordre de mission.

Quand on s'arrête un peu sur le dernier avatar du boxeur de Matignon, celui-ci vous savonne la planche en privilégiant les MFS, un acronyme qui convient parfaitement à ce que recouvre cette entité. Remarquons au passage que parmi les 1 281 maisons existantes sur le territoire, 361 étaient en déficit et on fait l'abondement d'un abondement budgétaire en urgence. Près de 30 % des maisons en déficit, inutile de dire que nous émettons les plus vive réserve quant à leur fonctionnement. Avec une dotation de 30 000€ prévue par Maison France Service, il nous semble que le compte n'y est pas. C'est le même constat que font un certain nombre d'élus, qui ont bien compris qu'à ce jeu de dupe, les collectivités territoriales devraient mettre la main au portefeuille. C'est aussi le message de Christian FAVIER président du conseil départemental qui remarquait qu'avec 21 implantations prévues sur un département, et 27 cantons existants, le compte n'y était pas.

Bref, il nous semble que compte tenu de tous ces facteurs, votre plan, à l'instar des canards lors de l'ouverture de la chasse, a déjà pris un bon coup dans l'aile...

De nombreux élus locaux du Val-de-Marne ont quant à eux manifesté publiquement leur hostilité au plan de démantèlement qui leur a été présenté.

Les contribuables et usagers ont de leur côté bien compris que le nouveau réseau qu'on leur vend n'est rien de plus qu'un marché de dupes.

Vous vous êtes étonnés de la politique de la chaise vide lors de l'accueil des nouveaux agents lundi 2 septembre. Il est clair pour l'intersyndicale que participer à une entreprise

qui vise à supprimer des implantations de pleine compétence au profit d'entités dont on ne connaît pas le nombre, le mode de fonctionnement, le financement, les lieux réels d'implantation et la pérennité réelle, tout ceci relève d'une fantasmagorie à laquelle nous n'adhérons pas et à laquelle nous refusons de nous associer. Un seul projet pour nous est acceptable : **le retrait immédiat, sans délai et sans condition de ce plan !**

Le réseau de proximité existe déjà : il est celui existant et qui rend les services certes dans des conditions dégradées. Il a besoin d'emplois (et non pas de suppressions de postes) et de meilleures conditions de travail. Dire que la géographie revisitée répond à cet objectif est un non-sens. Cette dégradation est partagée entre un gouvernement autiste et une direction qui décline localement des suppressions de postes sans vision à long terme sur les conséquences de ses choix.

Et que dire de l'adoption de la loi de « transformation de la fonction publique » qui sonne le glas de cette fonction publique à laquelle nous sommes attachés : garante d'équité, de neutralité, de proximité via un réseau qui a fait les preuves de son efficacité au cours des décennies.

Détruire le statut, préparer la mobilité forcée, le salaire au mérite, la contractualisation tels sont les véritables objectifs de cette loi scélérate.

Les textes sur la « réforme de l'Organisation Territoriale de l'État » viennent également dépecer notre administration. La création des Secrétariats Généraux Communs (SGC), « expérimentation » dont la généralisation est déjà annoncée au plus tard au 30 juin 2020 (?!), place les services des ressources humaines, de la logistique, de l'immobilier, des ressources informatiques, de la formation professionnelle ou encore de l'action sociale de toutes les administrations du département sous la houlette du Préfet de région !

Avec la suppression des CAP nationales, la fusion des instances, les CAP sont vidées peu à peu de leurs prérogatives et instaurent les pleins pouvoirs à la hiérarchie pour manager le département comme bon lui semble.

Nous sommes dans une période ou en l'absence de dialogue social réel, et non pas la parodie que vous tentez d'imposer, nous dicte de boycotter les instances y compris celles qui ont un impact direct sur la vie des agents. Pour nombre d'entre nous c'est un crève-cœur, mais une nécessité qui nous est dictée par l'ampleur du désastre annoncé. Nous ne participerons donc pas à cette instance.